vinetur

Les régulateurs californiens poursuivent leur enquête sur Southern Glazer’s après les accords fédéraux

Les autorités ont indiqué qu’elles examineront le préjudice pour les consommateurs et les petits détaillants, avec le pouvoir de suspendre ou de révoquer les licences.

samedi 3 octobre 2026



Les régulateurs californiens ont déclaré vendredi qu'ils poursuivent une enquête sur Southern Glazer's Wine and Spirits, même après que le plus grand distributeur d'alcool du pays a conclu de nouveaux accords avec les autorités fédérales au sujet d'allégations selon lesquelles il aurait influencé les vins présents en rayon dans les supermarchés et la manière dont les produits étaient tarifés en Californie.

L'enquête de l'État maintient la pression sur l'entreprise basée à Miami à un moment où elle cherche à clore des dossiers fédéraux distincts liés à des allégations de discrimination sur les prix et de corruption. Les autorités californiennes ont indiqué que leur examen portera sur les licences d'alcool détenues par Southern Glazer's dans l'État et sur la question de savoir si le comportement de l'entreprise a nui aux consommateurs et aux petites entreprises sur son principal marché.

« Nous avons connaissance de l'accord conclu par la Federal Trade Commission avec Southern Glazer's Wine & Spirits, ainsi que de l'accord du Department of Justice concernant des faits de corruption pénale », a déclaré Yael Sheinfeld, porte-parole de la California Business and Consumer Services Agency, dans un communiqué cité vendredi. « Les conclusions issues de ces accords sont très préoccupantes. »

Sheinfeld a indiqué que l'État conduira son propre examen et rendra une décision indépendante sur un éventuel préjudice pour les consommateurs et sur l'effet sur les détaillants plus petits. L'enquête ouvre la possibilité de sanctions au niveau de l'État allant au-delà des remèdes fédéraux. Les régulateurs californiens ont le pouvoir de suspendre ou de révoquer la licence d'exploitation d'un distributeur, d'imposer des amendes et d'exiger un contrôle renforcé.

L'annonce de l'État est intervenue le même jour où la Federal Trade Commission a indiqué avoir conclu un accord avec Southern Glazer's au sujet d'allégations selon lesquelles l'entreprise aurait vendu à plusieurs reprises des produits à de grandes chaînes de distribution à des prix inférieurs à ceux proposés à des magasins indépendants voisins. En vertu d'une ordonnance judiciaire proposée, qui doit encore être approuvée, Southern Glazer's devrait indemniser un petit détaillant si un contrôleur indépendant conclut que l'entreprise lui a facturé à plusieurs reprises un prix nettement supérieur à celui facturé à une grande chaîne voisine pour le même produit.

L’ordonnance proposée de la FTC placerait Southern Glazer’s sous la surveillance d’un organisme externe pendant six ans. L’entreprise serait tenue de fournir deux fois par an au contrôleur et au personnel de la FTC des rapports de conformité et des données de tarification.

Les autorités fédérales ont soutenu que Southern Glazer’s avait utilisé son pouvoir de marché d’une manière qui faussait la concurrence dans le secteur des boissons alcoolisées en Californie. Les allégations portaient sur la question de savoir si de grandes chaînes avaient reçu des remises non proposées aux entreprises indépendantes et si d’autres avantages avaient été utilisés pour influencer le placement en rayon et les décisions de promotion dans les supermarchés. Les procureurs ont déclaré que le comportement de l’entreprise avait influé sur ce que les clients voyaient dans les magasins, sur l’espace en rayon accordé à certains vins et sur les produits mis en avant dans des centaines de supermarchés.

La pression fédérale sur Southern Glazer’s est venue de deux fronts. En septembre, l’entreprise a accepté de verser 12,5 millions de dollars pour régler une enquête du Department of Justice portant sur des allégations de corruption pénale. Selon les procureurs, les faits comprenaient des paiements versés à des employés de magasins et de fausses factures utilisées pour dissimuler ces paiements. Southern Glazer’s a également reconnu la responsabilité de ses employés, accepté de renforcer ses dispositifs de conformité et promis de coopérer avec les enquêteurs fédéraux.

L’enquête plus large a conduit à des aveux de culpabilité de la part d’un ancien acheteur de vins chez Albertsons, d’un sous-traitant fournisseur, d’un commercial d’un domaine de Napa et de deux anciens dirigeants de Deutsch Family, selon les procureurs. Les autorités fédérales ont également indiqué que cinq dirigeants de Southern Glazer’s avaient été mis en examen dans le cadre de l’affaire.

Le volet FTC portait sur des violations présumées du droit des prix. Les régulateurs ont déclaré que Southern Glazer’s accordait des tarifs avantageux aux grandes chaînes tout en facturant davantage les détaillants indépendants pour les mêmes produits. Ces allégations ont attiré l’attention parce que la Californie est l’un des marchés les plus importants de l’entreprise et parce que les détaillants indépendants soutiennent depuis

longtemps que des tarifs inégaux leur compliquent la concurrence avec les grands groupes de distribution alimentaire.

Southern Glazer's a déclaré être satisfaite d'avoir réglé l'affaire de la FTC sans aller au procès et sans reconnaître de faute. Alan Greenspan, directeur juridique et responsable de la conformité de l'entreprise, a déclaré à l'Associated Press que Southern Glazer's « n'a pas violé — et ne viole pas — le Robinson-Patman Act », la loi fédérale qui interdit certaines formes de tarification discriminatoire. L'entreprise a également indiqué ne pas s'attendre à ce que l'ordonnance proposée de la FTC modifie sensiblement ses activités ou ses pratiques tarifaires.

Southern Glazer's n'était pas immédiatement disponible pour commenter l'enquête californienne, selon le reportage.

La décision de l'État de poursuivre l'enquête signifie que les accords fédéraux pourraient ne pas constituer le dernier mot pour le distributeur. Même si l'entreprise échappe à de nouveaux contentieux fédéraux, la Californie peut encore examiner si les mêmes faits enfreignent les règles de l'État régissant la distribution et l'octroi de licences dans le secteur des boissons alcoolisées. C'est important car les régulateurs de l'alcool de l'État contrôlent la capacité juridique des distributeurs à opérer sur le marché.

Les allégations vont au-delà de simples litiges tarifaires. Les procureurs ont déclaré que l'entreprise et d'autres avaient utilisé des cadeaux, des voyages et d'autres avantages en échange d'un traitement favorable accordé à certains vins. Selon les autorités fédérales, le système allégué a influencé non seulement les produits référencés, mais aussi leur emplacement et l'intensité de leur promotion. En pratique, cela signifiait que des décisions prises par le biais de paiements induits ou de tarifs inégaux pouvaient façonner ce que les consommateurs trouvaient dans les magasins d'alimentation de quartier.

Pour Southern Glazer's, l'examen mené par la Californie ajoute un nouveau degré d'incertitude à un moment où l'entreprise cherche à tourner la page de plusieurs années d'enquête. Pour les petits détaillants et les fournisseurs, l'issue pourrait déterminer si l'État cherche à imposer des garanties plus strictes sur un marché où

l’accès à l’espace en rayon et à des prix de gros équitables peut avoir un effet direct sur les ventes.

Les autorités californiennes n’ont pas indiqué combien de temps prendra leur enquête. Mais en précisant qu’elles ne s’en remettent pas uniquement à l’issue fédérale, les régulateurs ont laissé entendre qu’ils entendent examiner le comportement de l’entreprise au titre du droit de l’État et décider si d’autres mesures s’imposent.